JUJURIEUX, ÉTÉ 1918

4 mars 2020

1914 fut sans aucun doute l'année la plus difficile de la Première Guerre Mondiale, tant sur le front qu'à l'arrière. L'absence de jeunes hommes et le flux d'intendance envoyé pour ravitailler le Front contribuèrent nécessairement à une pénurie générale des biens de consommation et à l'alimentation défaillante des civils, qui trimaient par ailleurs pour l'effort de guerre.

Les récoltes avaient été mauvaises les deux premières années du conflit, entraînant des restrictions les deux suivantes, avec l'instauration des tickets de rationnement. À la campagne, les femmes, les enfants et les vieillards cultivaient ce qu'ils trouvaient de terres libres, avec les faibles moyens dont ils disposaient, souvent sans leurs bêtes de trait réquisitionnées pour l'Armée, sans fumure suffisante. Ainsi, les rendements chutaient dramatiquement, tandis que de pauvres réfugiés, fuyant les zones de guerre, affluaient. Misérable situation ! L'État s'inquiétait sérieusement du moral des Français, dont la plupart étaient pourtant résignés, invoquant la fatalité.

En août 1918, dans le Département de l'Ain, on prit des mesures pour enrayer l'inflation sur le prix des produits alimentaires : l'étiquetage devint obligatoire. Les autorités jugeaient « critique » le ravitaillement des populations civiles. Dès juillet, on mit en œuvre des mesures exceptionnelles : approvisionnement sur l'Ain de 1400 quintaux de blé, 600 de maïs, 1000 d'orge, 1000 de farine de froment et 760 de farine succédanée, et on réglementa le prix de la viande. Les transports manquaient[1].

L'Armée Américaine, retardant son rôle opérationnel sur le Front, jouait pourtant un rôle sanitaire important, et l'Américan Red Cross (A.R.C.) prenait une part importante dans la prise en charge des orphelins réfugiés provenant des zones de combat. Son directeur pour la France, le major Homer FOLKS (1867-1963), sociologue issu d'Harward, souhaita savoir quel était l'impact réel de la guerre sur la population civile française. Pour cela, on mit en action plusieurs équipes d'enquêteurs. L'une d'elle fut constituée par un couple francophile travaillant pour l'A.R.C. : Anne DOUGLASS SEDGWICK et Basil DE SÉLINCOURT. Pour couvrir cette commande officieuse, Basil DE SÉLINCOURT fut affecté provisoirement pendant deux mois à l'orphelinat du domaine de La Chaux, à St Cyr-au-Mont d'Or, administré par l'A.R.C. Il devait y travailler trois jours par semaine ; le reste du temps devait être consacré à l'étude commandée par son patron[2].

BASIL DE SÉLINCOURT (1877–1966), essayiste et journaliste anglais, s'était remarié en 1908 à Anne DOUGLASS SEDGWICK (1873-1935), américaine de naissance, auteure de nombreuses nouvelles dont plusieurs furent portées au cinéma. Les SÉLINCOURT avaient déjà de bons contacts avec les LAVAU COUPET résidant au château de la Nitrière à Neuville-sur-Ain, et

1 Source : L'Abeille du Bugey — juillet et août 1918.

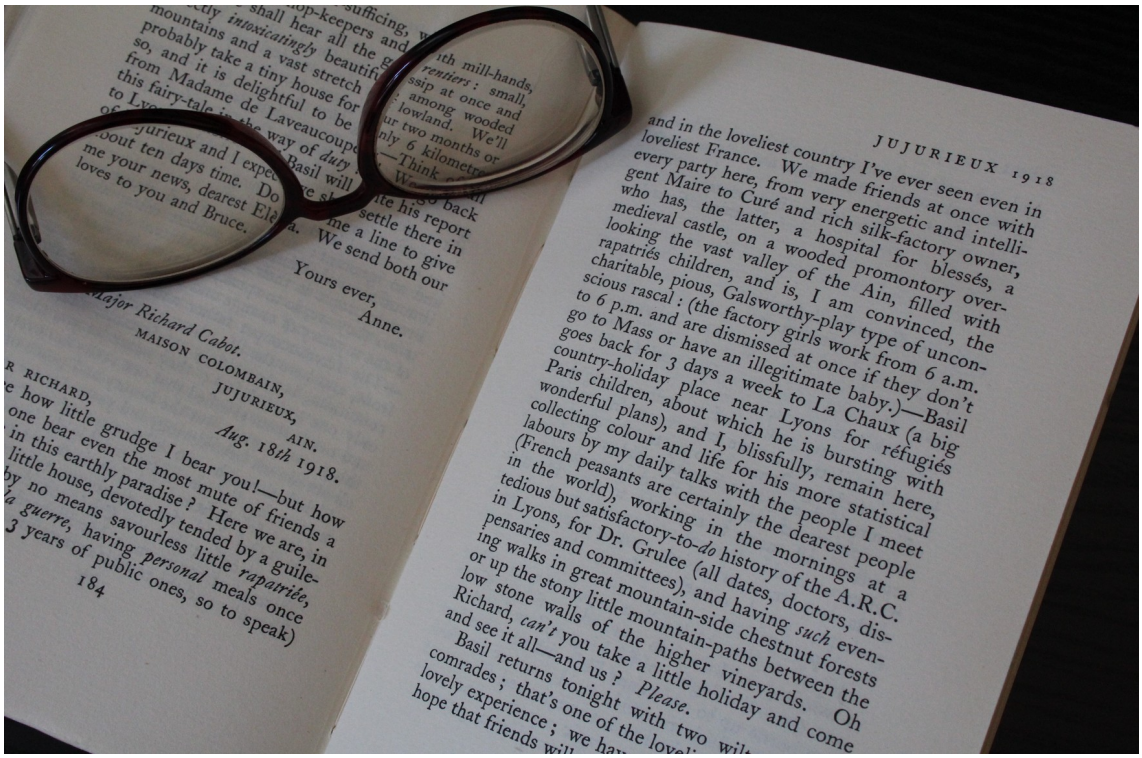
2 Source : « A portrait in letters », Anne Douglass Sedgwick, London constable & Co Ltd, 1936. Lettre du 21 juillet 1918.

en définitive, leur choix se porta sur l'étude de la petite ville de Jujurieux, où l'on pouvait observer différents panels de la société : un patron d'usine renommé, un maire dynamique, en la personne du Docteur BOCCARD, un hôpital militaire, et beaucoup de réfugiés. Les observateurs furent hébergés sur place dans la maison COLOMBAIn, en partie disponible pendant cette période. C'était aussi l'occasion pour le couple SÉLINCOURT de rencontrer leurs amies neuvilloises quelque peu esseulées, le père et son fils étant au Front, et de visiter une région de France qu'ils ne connaissaient pas, encadrés par les autorités locales[3]. Demeurant en permanence à Jujurieux, Anne fut beaucoup marquée par l'expérience de cette mission dans laquelle elle s'était complètement investie : plusieurs semaines après leur retour à Paris, elle évoquait encore dans l'une de ses lettres, les impressions laissées par son séjour mémorable à Jujurieux, et son départ émouvant[4].

Le travail de synthèse réalisé par ces enquêteurs fut certainement reconnu d'une grande qualité, car le major FOLKS le repris dans un ouvrage intitulé « The human costs of war »[5] qu'il publia en 1920, traduction en annexe.

Les Lavau Coupet devant leur château de la Nitrière à Neuville-sur-Ain

3 Source : ibidem, lettre du 18 août 1918.
4 Source : ibidem, lettre du 30 octobre 1918.
5 Harper & Brothers Publishers, Newyork and London, 1920. Disponible gratuitement en ebook sur archive.org.



A portrait in letters, édition 1936

ANNEXE

Extrait de « The human costs of war » - Traduction J. Billoud et J. Ruty

Étude approfondie d'une commune française, après quatre ans de guerre.

En été de 1918, principalement pour le but d'obtenir une évaluation fraîche des besoins sérieux réels de la population française à ce moment-là, la Croix-Rouge américaine en France a détaché deux de ses travailleurs expérimentés, M. et Mme Basile de Sélincourt (sa dernière épouse, Anne Douglas Sedgwick), pour s'installer dans une communauté française typique, dans le but de décrire l'image aussi complète que possible des conditions réelles de vie humaine dans cette localité. Ces deux travailleurs parlaient très bien le français, l'un d'eux étant à moitié français, tous les deux ayant beaucoup vécu en France et étaient extrêmement attachés à la France. On leur a dit d'oublier tous les projets précédents, évaluations et activités, et simplement demandé « Qui souffre ici et de quelle aide ont-ils le plus besoin ? » Ils avaient participé plusieurs fois à d'importants travaux humanitaires américains en France et étaient donc exceptionnellement qualifiés pour décrire précisément ce qu'ils avaient vu. Un résumé de quelques-unes de leurs observations concrètes sur cette commune reflétera mieux les conséquences de la guerre sur les gens en France, qu'il ne pourrait être fait par n'importe quel moyen.

La localité a été choisie comme étant typique, autant que possible, des communes françaises. C'était suffisamment loin de la zone de guerre à ne pas être affecté comme la plupart des autres parties de la France l'avaient été. Il n'y avait aucune usine de munitions. C'était un village avec une population de 2 600 habitants, dans lequel il y avait une grande usine établie depuis cent ans. Avant la guerre elle avait employé 1 540 personnes, dont 125 étaient des hommes, 630 étaient des filles vivant à l'usine, 410 étaient des femmes vivant à la maison, et 375 qui travaillaient à domicile. Cependant, tous ces employés ne résidaient pas dans la ville ; en fait, environ les deux tiers étaient d'ailleurs. Les filles qui vivaient à l'usine et avaient plus de treize ans, travaillant de six heures du matin à six heures du soir sous la surveillance immédiate d'une communauté de religieuses. Il y avait une autre petite usine qui a fermé immédiatement après la mobilisation.

L'autre grand groupe dans la commune était celui des cultivateurs, au nombre de 450, typique, vraisemblablement, de ce grand nombre des paysans dont nous avons l'habitude de dire qu'ils constituent la colonne vertébrale de la France. En tous cas, ils sont le plus grand facteur en France dans l'ensemble, car selon les chiffres officiels, en 1911, 8 500 000 Français, hommes et femmes travaillaient dans l'agriculture, 7 500 000 dans l'industrie, le commerce, 2 000 000 ; les services domestiques, 700 000 ; l'armée et la marine 600 000, et les professions libérales 550 000. Le cultivateur est le plus nombreux et probablement l'élément le plus caractéristique de la population française. Un quart des terres de ce village est cultivé, un quart est en forêt, pour un sixième chaque fois, de vignobles, de pâturages, de friches ou pelouses et jardins, la proportion de forêts et friches étant exceptionnellement grande.

Population

Cette petite ville, comme beaucoup d'autres en France, perdait déjà du terrain avant la guerre. Au cours des trois années qui ont pris fin en 1913, le nombre de décès s'élevait à 110, tandis que celui des naissances n'était que de 80. La guerre a considérablement aggravé la menace, car les trois années 1915, 1916 et 1917, sans compter les soldats, les décès montèrent à 144, et les naissances tombèrent à 42. On a donc perdu 100 personnes au cours de ces trois années, taux qui, s'il se maintient, doit entraîner la disparition de la communauté dans un avenir proche. Le nombre de soldats décédés s'élève à 42, soit un total de 186 morts au cours des années 1915, 1916 et 1917, contre 42 naissances. En 1918, jusqu'au 1er octobre, il y eut 8 naissances et 36 décès de civils, ainsi que 14 soldats, le pire bilan de tous. Seize de ces hommes ont été faits prisonniers de guerre et 14 ont été réformés pour inaptitude au service, après une blessure ou une maladie. Il y avait 666 ménages dans la ville ; parmi eux, 124 couples sans enfant, 202 avec un enfant, 132 avec deux enfants et seulement 98 avec trois ou plus. Mais, hélas, parmi ces derniers, une bonne partie n'était pas française, et venait d'un pays beaucoup plus fécond au sud-est pour les emplois offerts dans l'usine.

Des prix

Le coût de la vie dans cette ville, de l'avis de nos enquêteurs, avait augmenté de 200 % pendant la guerre. Les chiffres réels de certains des éléments étaient les suivants :

Denrées	Quantités	Prix 1914 en $[6]	Prix 1918 en $
Pommes de terre	les 100 livres (~ 5 kg)	0,64	5,45
Riz	la livre (~ ½ kg)	0,07	0,32
Lait	la pinte (~ 0,5 litre)	0,017	0,06
Beurre	la livre	0,22	1,00
Veau ou porc	la livre	0,20	0,545
Œufs	l'unité	0,009	0,045
Haricots secs	la livre	0,036	0,20
Pois secs	la livre	0,045	0,27
Le pain a doublé de prix et a toujours été vendu à perte.			

Le prix de l'aliment le plus fréquemment substitué au pain – les pommes de terre – avait augmenté de huit fois et demi. Les prix de l'habillement et autres nécessités avaient augmenté encore plus que celui de la nourriture. Certains détails concernant les tissus d'habillement sont mentionnés plus loin.

Les salaires

Avant la guerre, les femmes gagnaient de 60 à 80 cents par jour dans l'usine. Les salaires ont augmenté de 35 % au cours de la guerre, ou plutôt le salaire est resté stable, mais une allocation temporaire de 35 % a été ajoutée pour tenir compte du coût élevé de la vie, amenant le revenu moyen de 80 cents à 1 $. Trente-cinq % ont été ajoutés au salaire, 200 % ont été ajoutés au coût de la vie.

6 Un Dollar valait 25 Francs en 1925 (Note de J-C. Robin)

La main d'œuvre

La guerre a apporté de nombreux changements à la vie économique de ce village. Les hommes mobilisés étaient au nombre de 247 au départ et plus de cent autres ont été appelés plus tard. La plus petite usine a fermé au même moment. La plus grande a perdu beaucoup de ses hommes, et beaucoup de ses femmes ont renoncé, pour travailler dans les champs, à la place de leur mari mobilisé. Après beaucoup de difficultés, certaines des femmes de l'usine furent amenées à effectuer les travaux essentiels qui avaient été jusqu'ici réservés aux hommes. Leur hésitation a été surmontée, dans certains cas seulement, en les emmenant à la grande ville proche, pour leur montrer comment les femmes réussissaient à faire le travail des hommes. Une centaine de travailleurs italiens sont rentrés dans leur pays quand l'Italie est entrée en guerre. Le nombre d'ouvriers travaillant dans l'usine est passé de 1 540 en 1914 à 967 en 1916. En 1918, même avec 126 réfugiés, ses employés n'étaient que 1 010.

Les fermes ont dû être exploitées, car elles étaient la source de vie pour 338 des 666 ménages. En retirant les forêts, les sites de construction et les terres incultes, la taille moyenne des fermes était de 2,5 hectares, soit environ 7 acres. Chaque fermier a besoin de quatre types de terres : forêts, pâturages, champs labourés et vignobles. Chaque homme possède un certain nombre de parcelles différentes de chaque type, souvent de 25 à 50, pour constituer le petit ensemble de 7 acres. Le travail, avant la guerre, a été réalisé en grande partie par des bœufs. Il n'y avait que 52 chevaux dans la commune en 1912 et plus de la moitié d'entre eux furent réquisitionnés pour l'armée. La plupart des autres étaient la propriété de commerçants. Il y avait très peu de moutons, presque pas de porcs et très peu de chèvres. L'agriculteur était modérément indépendant du prix de la nourriture, mais était très dépendant du surplus de produits agricoles lui assurant un revenu pour acheter d'autres nécessités. Pratiquement tous les hommes sont allés à la guerre. Les femmes, les vieillards et les garçons ont fait du mieux qu'ils ont pu dans les fermes, avec un nombre de bovins réduit et presque sans chevaux. Ils ne pouvaient pas obtenir un engrais convenable pour la terre et ils ont planté des cultures pour des résultats immédiats sans égard à la fertilité future. En outre, ils ne pouvaient travailler qu'une partie de la terre. Le reste alla en friches. Ils ont réussi à produire de la nourriture suffisante pour leurs besoins réels et à faire leurs achats extérieurs, mais cela s'est fait au prix d'une grave détérioration de la valeur et de la fertilité future de leurs terres.

La petite usine[7], dont il a été dit plus haut qu'elle ferma lors de la mobilisation, a été rouverte plus tard, sous contrôle gouvernemental. Sur la liste de 78 employés figuraient 17 Portugais, 10 Russes, 5 Italiens, 27 Français mobilisés, 3 réfugiés et seulement 16 habitants locaux. Le village est bien plus isolé qu'auparavant. Autrefois, il y avait sept trains dans chaque sens, maintenant seulement deux.

Quelques groupes familiaux

Voici un compte rendu condensé du rapport de Sélincourt, à propos d'une famille d'orphelins de guerre dans ce petit village. La veuve a quatre enfants. Elle est femme d'agriculteur, mais il y a quelque chose dans sa candeur parfaite, dans sa manière, dans la réception courtoise, dans la beauté

7 Il s'agirait de l'usine des FOURS A CHAUX (Note de J-C. Robin).

sobre et soignée de ses traits, qui produit un effet singulièrement sympathique sur les visiteurs et leur donne un sens des vertus et des valeurs de la base solide de la vie du fermier, la force sous-jacente de la France. Son mari était mort de la tuberculose. Il est revenu de l'armée avec, et est décédé après une maladie invalidante de trois mois. Une fille était handicapée d'un bras et main qui étaient restés infirmes et sous-développés. Elle était malade et ils craignaient la tuberculose. Il y avait deux petits garçons de dix et treize ans et un autre garçon, un jeune homme vigoureux aux joues rouges et aux yeux francs, qui avait juste l'âge pour rejoindre la classe militaire de 1920 le mois suivant. La mère remarqua, pensivement, mais sans amertume, que c'était un des « petits ennuis de la guerre ». Que doivent-ils faire quand le garçon partira ? La mère travaille déjà pour ses enfants aussi dur que possible. Ils possèdent la petite ferme et ont deux vaches. Ils ont déjà été obligés d'abandonner une bonne partie de leur terre aux mauvaises herbes. « Le travail dans les champs est difficile pour une femme » remarque la veuve, « mais quand elle a la charge d'un enfant malade et deux autres, il lui est impossible de s'occuper d'eux et en même temps de travailler à la ferme, qui a elle seule nécessite un homme valide, car les heures de travail sont longues pour l'agriculteur français. »

Dans cette petite ville, 247 hommes furent appelés aux armes au commencement de la guerre. Ce chiffre a depuis été porté à environ 360. Parmi ces hommes, 56 ont été tués, 16 sont détenus en Allemagne et 14 sont réformés à cause de blessures. La plupart des infirmes sont encore capables de continuer leurs anciennes occupations. L'un d'entre-eux, qui avait perdu son bras gauche, avait appris la comptabilité. Parmi les infirmes, cependant, se trouvait un cas très pitoyable. Il est sans doute représentatif d'un grand nombre, sur l'ensemble de la France. Il a perdu les deux bras, dont l'un à l'épaule[8]. Il s'était marié juste avant son départ pour la guerre, et ils étaient maintenant, comme il l'a dit, en train de débuter leur ménage. Ils attendaient bientôt leur premier bébé. Il avait appris le métier de cordier dans un hôpital pour la rééducation des infirmes, mais une grande partie de ce travail nécessite l'aide de la femme. Elle doit non seulement faire son ménage, laver, habiller et nourrir un mari incapable de prendre soin de lui-même, mais aussi faire la plus grande partie de la fabrication des cordes et transporter ses marchandises au marché, à une certaine distance. Les deux avaient, au mieux 30 cents par jour. Ils avaient une allocation du gouvernement qui s'élevait à 60 cents, de sorte qu'ils disposaient d'un revenu total de 90 cents par jour. Ils estiment qu'il leur sera impossible de garder le bébé à la maison et de poursuivre leur travail et envisagent de mettre le bébé en nourrice, comme c'est souvent le cas en France. Cela diminuait considérablement les chances de survie de l'enfant, un fait qu'ils ne comprenaient pas du tout. Ils étaient charmants et courageux, et la charge de l'avenir semblait reposer plus lourdement sur la femme que sur l'infirme sans défense, qui avait l'expression la plus radieuse et même un gai sourire.

Réfugiés

Certains réfugiés sont venus dans cette petite ville dès le printemps 1916, d'autres sont arrivés en 1917, mais jusqu'en janvier 1918, le nombre total n'était que de 60. Puis le déluge arriva, et en juillet, il y avait 283 réfugiés du front ou des rapatriés arrivés par la Suisse. Cela correspondait à

8 Il s'agit de Jules REYROLLE dit « Le père Reyrolle ». Incorporé dans la Marine, il avait été gravement blessé aux Dardanelles par l'explosion d'une torpille, nécessitant l'amputation du bras gauche et de l'avant-bras droit, il avait eu aussi de nombreuses blessures à la jambe gauche et souffrait de surdité du même côté. Toujours affable avec les enfants qui l'aidaient malgré les réticences dues à ses infirmités (Note de J-C. Robin).

11 % de la population d'origine. La plupart de ceux qui pouvaient, travaillaient dans l'usine ; certains d'entre eux ont reçu une petite allocation du gouvernement ; aucun d'eux, bien sûr, n'avait de ferme. Il était évident que la vie de ces gens était plus démunie et plus difficile que pour ceux originaires du pays. Les réfugiés et les rapatriés avaient un statut économique plutôt meilleur que les natifs de la ville, mais il leur était difficile de vivre dans les maisons les plus délabrées, ou même dans des baraquements et des dépendances, correspondant à de maigres revenus et une mince allocation, alors que le coût de la vie avait rapidement triplé.

Voici, par exemple, une famille composée d'une Madame X., de sa fille mariée, Madame W., d'une fille célibataire et d'une petite fille de quatre ans. Ils vivent dans une petite maison délabrée et insalubre, bondée, derrière les autres maisons de la rue. La fille mariée, âgée de vingt-six ans, va bientôt avoir un autre bébé. Elle travaille à l'usine quand elle le peut et gagne environ 75 cents par jour. La fille célibataire semble un peu simplette et ne travaille habituellement que deux jours par semaine. La mère est une femme curieuse et soignée qui semble désorientée et extrêmement découragée par les changements extraordinaires que la guerre leur a apportés. Le gendre, mobilisé et assigné à travailler dans les environs, ne reçoit pas de salaire, mais, d'un autre côté, est une dépense supplémentaire quand il vient passer les week-ends avec eux. L'achat de vêtements ou de chaussures est hors de question, et les pieds de la petite fille sont le plus souvent sans protection. Il est tout aussi impossible d'acheter le moindre ustensile nécessaire pour le ménage. Il n'y a pas de toilettes à l'intérieur ou à l'extérieur de la maison. La vieille Madame X. parlait, les larmes aux yeux, de la confortable maison qu'ils avaient près de Lille et semblait regretter avant tout les cabinets. Son mari avait été accidentellement tué quelques années auparavant. Là-bas, ils avaient quatre chambres bien meublées avec beaucoup de bons lits et draps immaculés. Ils avaient un jardin bien tenu et élevaient des poules, des lapins et une chèvre. Elle et sa fille, dont les capacités mentales étaient suffisantes pour travailler dans les champs, où elles gagnaient chacune 50 cents par jour. La fille mariée et son mari gagnaient chacun 1 $ par jour dans l'usine, de sorte qu'au total, ils en gagnaient trois par jour, et la vie ne coûtait que la moitié de ce qu'elle vaut maintenant. Il y avait aussi un fils au front à qui il fallait envoyer des paquets de nourriture de temps en temps. Somme toute, la situation était celle de la vie antérieure, d'une prospérité relative, d'un confort assuré, tandis qu'à présent les seules certitudes étaient une maison très inconfortable, un revenu à peine suffisant pour acheter de la nourriture et tout à fait insuffisant pour fournir des vêtements et du combustible.

Voici une autre famille de réfugiés[9], Mme C. et Mme D., belles-sœurs, vivant dans deux pièces nues et misérables. Madame C., avec un bébé de six mois, ne peut pas aller travailler. Son mari est au front et son fils de seize ans a été tué par une bombe, avant de quitter leur maison. Un garçon de treize ans travaille dans l'usine, mais, comme il est en apprentissage, il ne reçoit aucun salaire. Avant la guerre, son mari et elle avaient été des maraîchers avec une maison confortable, une écurie, un cheval, des poules, et ils avaient vécu très confortablement. Madame D. n'est pas suffisamment en bonne santé pour travailler dans l'usine mais sort pour faire des ménages pendant trois ou quatre heures et gagne de 20 à 30 cents. Elle a une petite fille de huit ans qui, évidemment, a besoin de chaussures et de beaucoup d'autres choses. Avant la guerre, le mari de Madame D. était ouvrier en

9 Il s'agirait de la famille GARDIOL, repartie dans son pays d'origine, laissant à Jujurieux quelques membres perdus de vue de nos jours (Note de J-C. Robin)

usine, gagnant 1,10 $ par jour. Madame C., avec le bébé dans ses bras, gardait encore une sorte de sérénité, mais Madame D., effondrée sur une chaise, avec des yeux ternes, des joues flasques, un nez rouge pincé, et une expression de fatigue totale, d'impuissance, et de faim, ne pouvait que se plaindre avec amertume de l'absence de leur confortable maison avec ses chambres agréables et bien meublées.

Un homme qui connaissait parfaitement la vie de Jujurieux avant et pendant la guerre, qui occupait une position importante dans l'usine[10] et qui aidait beaucoup dans l'achat d'articles d'épicerie pour le village, élabora un budget très intéressant pour les dépenses des ménages, telles qu'elles étaient avant la guerre et maintenant, avec des détails français caractéristiques. Il avait en tête une famille d'ouvrier, l'épouse, et trois enfants de moins de dix ans. Un tel homme, supposait-il, gagnait 1,20 $ par jour pendant six jours, soit un total de 7,20 $ par semaine, avant la guerre. À cela s'ajouterait environ un tiers d'augmentation des salaires, soit un total de 9,60 $. Ses dépenses hebdomadaires ont été élaborées en détail, mais nous pouvons les résumer comme suit :

Catégories	Avant la guerre en $	À présent en $
Alimentation	3,98	16,29
Blanchisserie	0,25	1,76
Éclairage	0,19	0,30
Chauffage	033	0,80
Vêtements	1,17	4,66
Chaussures	0,39	0,78
Soins	0,07	0,07
Location	0,61	0,61
Divers	0,19	0,37
Total	7,17	25,63

Si l'on retire de 25,63 $ le coût estimé du vin, 4 $, que les Français jugent certainement nécessaire, il reste encore un coût de subsistance de 21,63 $ à payer sur un revenu de 9,60 $. Dans ces circonstances, la seule chose à faire est de se serrer la ceinture, de ne pas acheter de vêtement et de frissonner par temps froid par manque de combustible.

À l'appui de son estimation sur les vêtements, il donne les prix des matériaux suivants :

Articles	1914 en $	1918 en $
Tissus à base de laine (le yard)	0,90	8,24
Tissus à base de coton (le yard)	0,25	0,90
Bas de laine	0,40 à 0,60	2,00
Chapeaux de paille	0,40	1,40

10 Il s'agit de C.J. PITTION (Note de J-C. Robin)

Chemises pour hommes	0,70	3,00
Bottes pour hommes	4,00	11,00
Chaussures d'enfants	1,60 à 2,00	5,00 à 8,00
Tissus pour chemises en lin	0,38	2,40

Santé

Nous pouvons facilement imaginer que dans une telle ville, dans ces conditions, il y aurait beaucoup de malades. Il y avait deux médecins, mais l'un d'eux était si vieux qu'il était incapable de pratiquer[11]. L'autre, outre qu'il était responsable de toute la pratique médicale dans un rayon de vingt miles (environ 32 km), occupait aussi la position publique la plus importante de la commune, qui aurait naturellement pu occuper tout son temps. Il va donc de soi que seuls les soins médicaux indispensables pouvaient être donnés à ceux qui en avaient le plus besoin. Les soins infirmiers tels que nous les connaissons sont un élément inconnu. Avant la guerre, il y avait deux petits hôpitaux, mais actuellement deux hôpitaux militaires de soixante lits sont les seules installations hospitalières. L'épidémie de grippe ne fait que commencer et on a entendu parler de familles entières accablées par la maladie. Personne ne se sent responsable des soins médicaux concernant les réfugiés et des rapatriés.

Gouvernement

Le point de contact avec tout le grand monde à Paris est le secrétaire du maire[12]. Avant la guerre, il était employé à plein temps et recevait un salaire de 346 $ par an, plus le loyer et le chauffage pour sa famille, sa femme et ses deux enfants. Le coût de la vie élevé lui a été reconnu par les autorités municipales en lui accordant une augmentation totale de salaire de 30 cents par jour. Sa femme a également été reconnue comme assistante et a reçu un salaire de 40 cents par jour. Les deux enfants ont grandi et gagnent de petits salaires à l'usine. Avec ce revenu total d'un peu plus de 600 $, la famille parvient à peine à vivre. La quantité de travail accumulée sur ce fonctionnaire municipal a augmenté tout à fait proportionnellement au coût de la vie, si son revenu ne l'a pas été. C'est lui qui doit veiller à toute la déroutante variété des allocations gouvernementales accordées dans des conditions très diverses aux familles des soldats ; aux veuves et aux orphelins ; aux familles de ceux qui ont été renvoyés de l'armée pour troubles ou maladie, s'ils ont la chance d'en recevoir ; aux chefs de famille nombreuse. Il doit également répartir la complexité des allocations aux réfugiés et aux rapatriés, avec de grandes variations dans des circonstances particulières. Cette population de réfugiés et de rapatriés diffère d'un jour à l'autre. Les arrivées et les départs sont des affaires quotidiennes et les listes doivent être changées constamment. Toute personne quittant la commune doit avoir un sauf-conduit du maire. Il doit donner toutes les cartes d'alimentation pour chaque homme, femme et enfant. Il doit prendre les décisions délicates quant à qui a droit à 500 grammes de pain, qui à 400,

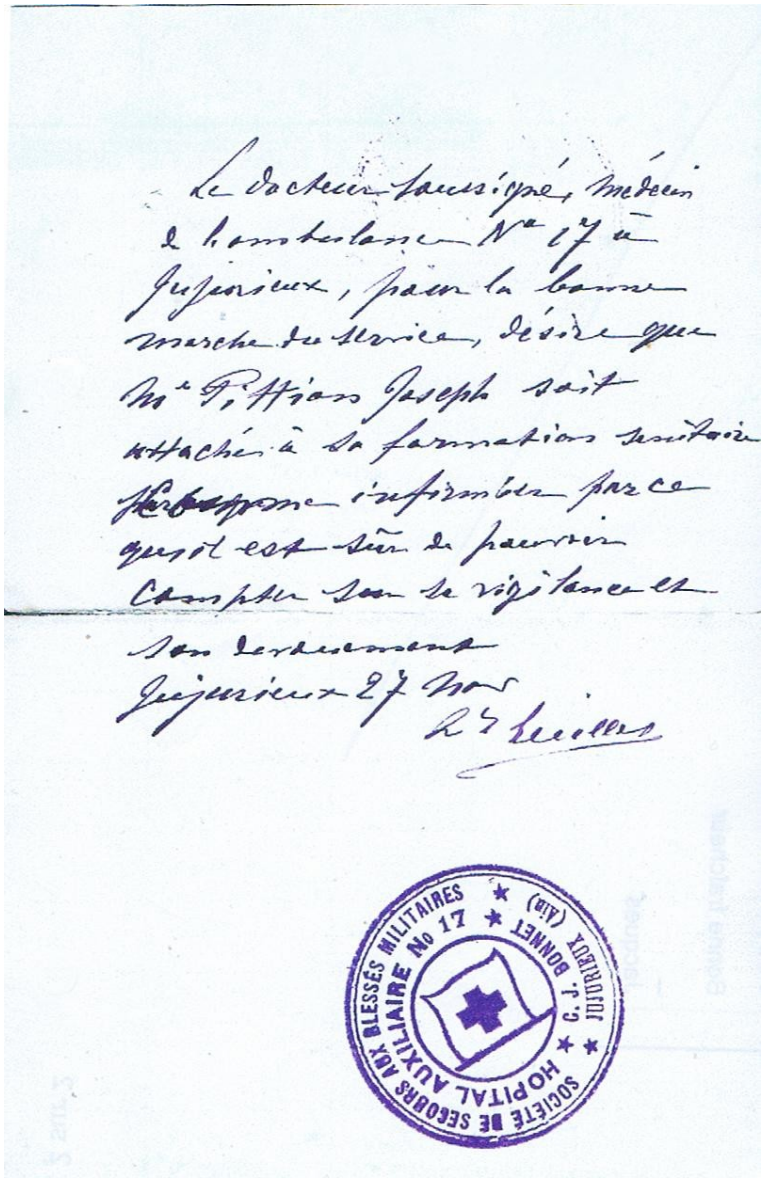
11 Il s'agissait du Docteur MILLET, 72 ans, responsable de l'Hôpital N°17, installé dans les bâtiments de l'usine BONNET. Voir lettre du Dr Millet au sujet de C.J. PITTION (Note de J-C. Robin).

12 Le secrétaire de mairie était Jean François Eugène ROBIN. Déjà surmené par le surcroît de travail du à son poste, le notaire BARRE, parti au Front, lui avait demandé de superviser son étude ! (Note de J-C. Robin).

qui à 300, et qui seulement à 200. Toutes les réquisitions militaires doivent passer par la mairie. Ici viennent tous les agriculteurs pour faire connaître l'importance de leurs récoltes de blé, de maïs et de vin, et pour dire combien de chevaux, de bœufs, de moutons et de porcs ils ont et dans quel état. Il doit répondre aux innombrables demandes du gouvernement de toutes les sortes imaginables. Ses heures de bureau vont du jour à la nuit, et il doit faire face à un cortège sans fin de personnes, qui ont toutes des griefs très légitimes. Il sait qu'ils ne peuvent obtenir qu'une fraction de ce qu'ils veulent et dont ils ont réellement besoin, et son principal travail consiste à trouver des excuses et à présenter des raisons pour lesquelles les choses ne peuvent pas être faites. Il doit opposer tous les obstacles possibles à ceux qui demandent du secours parce qu'il n'y en a pas assez pour satisfaire tout le monde. Les perplexités infinies qu'entraîne la bureaucratie doivent être mises à profit au maximum. Mis à part les fonds provenant du gouvernement, il y a peu à attendre des ressources privées. L'esprit des Français n'emprunte pas cette voie. Chaque homme doit avoir sa juste chance dans la vie – c'est ce que la démocratie signifie ; mais s'il ne parvient pas à subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille, à qui la faute sinon la sienne ? La marge est si mince, que peut-on attendre de ceux qui parviennent à partager avec ceux qui ont échoué ? En plus, les gens sont nettement divisés entre ceux qui adhèrent fortement à l'Église et ceux qui ne le font pas. Si vous recevez de l'aide privée, elle est à peine suffisante.

Afin de vérifier les conditions de cette ville particulière, d'autres enquêteurs ont fait des recherches analogues dans une autre ville, à deux heures et demie de Paris. C'était une ville de 5 000 habitants qui avait mené une vie normale pendant la guerre jusqu'au début 1918, quand elle fut envahie à la fois par les réfugiés et les effectifs militaires après leur retrait du front proche. On y dit presque exactement la même histoire de l'augmentation du coût des nécessités en 1918 par rapport à 1914. On ajoute quelques comparaisons intéressantes des salaires dans différents établissements. Dans celui qui fabriquait des articles de toilette, la plus grande usine de la ville avant la guerre, pour une journée de travail de onze heures et demie, les hommes gagnaient de 80 à 90 cents. Maintenant, ils reçoivent de 1,10 $ à 1,40 $. On employait aussi maintenant des femmes, ce qui ne se faisait pas auparavant, et elles reçoivent de 8 à 9 cents l'heure. Les hommes et les femmes touchent également une allocation en raison du coût élevé de la vie, qui est de 20 cents par jour supplémentaire. Cela indique une augmentation totale des salaires de 60 à 80 %. Dans un autre établissement de négoce de vin, les salaires sont passés de 80 cents à 1,20 dollar pour une journée de travail de onze heures. Dans un autre, le salaire des hommes pour une journée de travail de onze heures est passé d'un dollar à 1,80 dollar et à 1,50 dollar et le salaire des femmes de 50 à 65 cents. De plus, les hommes reçoivent 20 cents de plus et les femmes, 15 cents de plus en compensation du coût élevé de la vie. Les salaires des charpentiers sont passés de 10 cents l'heure à 16 cents l'heure ; les blanchisseuses qui recevaient autrefois 50 cents par jour reçoivent maintenant 75 cents par jour. Les femmes qui effectuent des tâches ménagères ont vu augmenter la fourchette de leurs rémunérations qui variait de 6 à 8,50 dollars par mois, pour atteindre 10 à 12 dollars par mois. L'augmentation du coût de la nourriture, de la lumière, du chauffage et des vêtements suit de très près celle des autres villes, à savoir une augmentation d'environ 200 pour cent, contre une augmentation de 50 pour cent pour les salaires. Cette énumération précise les détails de la vie dans deux communes typiques, juste avant la fin de la guerre, montre que, pour tous, la vie est devenue un problème sérieux et, pour beaucoup, presque insoluble. De longues heures de dur labeur, au lieu d'offrir une vie confortable comme au-

trefois, avec suffisamment de nourriture, de vêtements et de combustible et un environnement raisonnablement confortable, suffisent à peine au strict minimum, une nourriture pauvre, pas de nouveaux vêtements et pas assez de bois ou de charbon pour rester à l'aise en hiver. Les médecins sont pour la plupart à l'armée, et ceux qui restent ne peuvent accorder que peu d'attention à ceux des très malades qui sont de plus à même de demander des services médicaux. Disséminés dans cette population, se trouvent des réfugiés et des rapatriés, notamment plus mal lotis que les autochtones. C'est une illustration du dénuement qui ne peut qu'encore faire baisser davantage le taux de natalité, déjà très bas, et dont les effets sur la santé, la vigueur et l'esprit du peuple doivent continuer à se faire sentir pendant de nombreuses années à venir. Il n'est pas surprenant que les gens qui, avant la guerre, acceptaient la situation existante comme très satisfaisante, sont maintenant amèrement mécontents et impatients d'un quelconque changement.


Le docteur soussigné, médecin
à l'ambulance N° 17 à
Jujurieux, pour la bonne
marche du service, désire que
Mr Pittion Joseph soit
attaché à la formation sanitaire
~~[illegible]~~ infirmier parce
que il est sûr de pouvoir
compter sur sa vigilance et
son dévouement
Jujurieux 27 Nov
R Millet

Lettre du Dr Millet et cachet de l'Hôpital N°17 - Coll. JC Robin